

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 23 (1986)
Heft: 808

Artikel: Suisse - ONU : l'enjeu économique
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1022739>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'enjeu économique

Le peuple et les cantons vont décider le 16 mars si la Suisse ose enfin adhérer à l'Organisation des Nations Unies. Plus de quarante ans après la signature de la Charte de San Francisco, nous hésitons toujours à sortir de notre attentisme méfiant, soutenu par l'inavouable et intime conviction de notre supériorité par rapport au reste du monde.

Si la Suisse n'a pas modifié son attitude vis-à-vis de l'ONU, cette organisation a connu, elle, certains changements depuis sa création en 1945. Non qu'elle ait amendé la Charte qui l'a instituée, ni la Déclaration des droits de l'Homme proclamée par l'Assemblée générale en décembre 1948. Mais les conditions de vie de l'ONU ont évolué, et dans un sens qui rend plus souhaitable encore, nécessaire même, l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

FINI LE TEMPS DE L'ONU POLITIQUE

L'universalité de l'ONU, qui rassemble pratiquement tous les Etats du monde sauf les deux Corée et la Suisse, nous place dans une situation qui met davantage en évidence notre superbe de «neutres à part» que notre sens des proportions — ou du ridicule. Car notre position a désormais quelque chose de dérisoire; le statut d'observateur, qui est encore celui de la Suisse comme celui de diverses principautés et autres micro-Etats, a perdu beaucoup de son intérêt avec l'élargissement de l'ONU. Notre délégation se trouve réduite à mendier des temps de parole, à tenter de faire passer ses idées par les représentants d'Etats membres, à quémander informations et photocopies à la sortie des commissions, bref, à jouer le petit rôle que veulent bien lui laisser les véritables acteurs de la scène onusienne.

Mises à part la dimension planétaire acquise par

l'ONU et la dégradation du statut d'observateur, on a pu constater ces dernières années un troisième changement, qui justifierait à lui seul l'adhésion d'un pays réalisant comme la Suisse la moitié de son produit «national» brut grâce à l'économie internationale: l'ONU a considérablement élargi le champ de ses préoccupations et activités, au point de consacrer d'ores et déjà les trois quarts de son budget aux aspects économiques et sociaux de la coopération internationale.

Finis les temps où le système des Nations Unies faisait une nette séparation entre les questions politiques et les affaires économiques; l'ONU s'occupait

Dans l'éditorial du précédent DP, Wolf Linder expliquait par le réflexe du boulanger de village la dérobade des organisations économiques suisses, qui s'abstiennent prudemment, à l'instar du Vorort et de l'USAM, de se prononcer sur une éventuelle adhésion de la Suisse à l'ONU. A noter que tous les chefs d'entreprises ne partagent pas cette attitude, et que certains d'entre eux s'engagent fortement en faveur de l'adhésion: Paul R. Jolles, président de Nestlé, Philippe de Weck, ancien président de l'UBS, Ernst Bieri, administrateur de la Banque Julius Bär & Cie, Paul Wyss, conseiller national radical et directeur de la Chambre de commerce de Bâle, etc.

des premières, tandis que les secondes concernaient la vingtaine d'organisations spécialisées créées pour les traiter en régie autonome. Cette espèce de répartition des tâches se fait de moins en moins nette: des dossiers apparemment techniques «montent» jusqu'à l'ONU elle-même, où ils font l'objet de discussions sans doute moins spectaculaires que les grands débats politiques, mais d'une importance fondamentale pour la nouvelle donne écono-

mique mondiale. Et pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, objectif numéro un des Nations Unies, tant il est vrai que la réduction des écarts entre les économies nationales et les sociétés constitue bien la meilleure prévention des conflits, justement générés par de telles disparités. Aussi bien, l'ONU s'occupe désormais énormément de coopération technique et d'aide humanitaire; on y aborde aussi les problèmes les plus difficiles de l'économie internationale: harmonisation des pratiques commerciales, droit des affaires transfrontières, stratégie du développement, transferts de technologie, déontologie des sociétés multinationales, etc.

Ce genre de dossiers a évidemment de quoi intéresser la Suisse, dont l'économie vit en régime d'interdépendance avec celle de ses principaux partenaires commerciaux et, en fait, avec celle de tous les pays de la terre, membres de l'ONU. Cela n'a pas échappé aux responsables de ce quasi-ministère du commerce extérieur qu'est l'Office fédéral des affaires économiques extérieures: ses directeurs, l'ancien (Paul R. Jolles) comme l'actuel (Cornelio Sommaruga) roulent à fond pour l'adhésion à l'ONU; mais il n'y a pas là de quoi ébranler les opposants, qui rangent en bloc «la Suisse officielle», Conseil fédéral compris bien entendu, parmi les bradeurs de la neutralité helvétique et autres faux amis du drapeau rouge à croix blanche.

DES AFFAIRES QUI NOUS INTÉRESSENT

N'empêche que l'ONU s'occupe d'affaires qui nous intéressent. Elle le fait sans nous, et tant mieux diront certains, en imaginant l'attitude de la délégation suisse au moment d'élaborer par exemple la fameuse «liste des produits dangereux», sur laquelle la chimie bâloise veillerait à ne pas se retrouver. Mais là n'est pas la question. L'essentiel, c'est bien que la Suisse soit en mesure de suivre jusqu'au bout les dossiers; actuellement

elle peut au mieux en commencer l'examen au sein d'une de ces organisations techniques dont elle fait partie, et qui n'ont pas (ou plus) compétence définitive pour trancher. A quoi sert de participer à l'élaboration d'un texte qui peut ensuite être amendé par un organisme extérieur? Et que dire des dispositions négociées directement au sein de l'ONU, telles les grandes lignes de la protection des consommateurs, les nouvelles clauses d'arbitrage en droit commercial international, ou les questions relatives aux investissements privés dans le tiers monde?

Décidément, il est piquant de constater que la Suisse, fière de son indépendance et jalouse de son autonomie de décision, renonce ainsi à faire valoir son point de vue — et ses intérêts — sur des questions qui touchent de près son économie. A force de vouloir maintenir la Suisse dans leur propre enfermement et imposer le mythe du «cas spécial», nos isolationnistes ne font pas que se tromper; égarés par une vision nostalgique du rôle suisse, obnubilés par les difficultés administratives des grandes organisations internationales, les étrangers «patriotes» privent en fait l'économie suisse d'un lieu de négociations et de discussions à l'échelle universelle.

L'économie vit d'échanges et de confrontations, pas de repli ni de fermeture sur soi. Bien sûr, même en cas de refus le 16 mars, la Suisse ne se trouvera pas coupée du monde; les courants commerciaux et les intérêts qu'ils portent sont plus forts que la volonté du peuple et des cantons souverains. Mais en cas de refus, la Suisse continuera de jouer à un jeu dont elle n'aura pas contribué à établir toutes les règles. De toute façon, nos monts resteront indépendants, et notre prospérité demeurera largement dépendante. Pas une raison pour ne pas saisir l'occasion d'affirmer notre volonté de réduire cette dépendance économique en participant aux activités et décisions de l'ONU.

Y. J.

SIMPLON

Cantons romands solidaires

L'article «Paris-Milan et retour en TGV» paru dans DP 803 a suscité une réaction de la part de Pierre Dubois, conseiller d'Etat neuchâtelois, qui a tenu à nous faire part de son étonnement à la lecture de certaines de nos affirmations «au sujet des relations ferroviaires de notre pays». Nous reproduisons ci-dessous la position de P. Dubois et notre réponse.

Que la réponse de M. Schlumpf vous navre, lorsqu'il indique que des discussions pourraient porter sur une liaison Paris-Berne ou Paris-Zurich, nous étonne déjà passablement, mais nous admettons que chacun peut avoir la conception qu'il veut. En revanche, lorsque vous appelez les cantons romands à une solidarité en faveur de la ligne du Simplon, vous seriez bien inspiré de ne pas mettre en cause les projets des autres parties francophones de la Suisse. Nous autres, socialistes neuchâtelois, luttons avec énergie pour la défense de notre terre, et une liaison TGV Paris-Berne nous paraît être une revendication légitime, et nous croyons que les sources culturelles francophones passent aussi par le Jura neuchâtelois.

P. Dubois

La réaction du conseiller d'Etat neuchâtelois P. Dubois nous amène à préciser deux choses. D'abord le caractère navrant de la réponse du conseiller fédéral Schlumpf réside non seulement dans sa tentative d'évacuer un problème en le déplaçant, mais encore et surtout dans le fait que sa réponse de mars 1985 à une interpellation de décembre 1984 se contente de la traduction d'une lettre

envoyée plusieurs mois auparavant au conseiller national Schmidhalter. Comment accepter, dans un domaine où les enjeux sont si élevés et où les données évoluent si rapidement, que rien ne bouge dans les faits ni dans les esprits. Il faut ensuite réaffirmer que le droit des Bernois et des Neuchâtelois d'être desservis par une ligne TGV les reliant directement à Paris n'est pas contestable.

Cependant, en acceptant passivement le déclin de la ligne du Simplon, nous abandonnons une position stratégique européenne, favorisée par la nature, mise en valeur au siècle dernier, exportée depuis des décennies avec succès et ceci sans qu'aucune donnée extérieure nouvelle ne le justifie. La mise en service de trains TGV ou de Pendolino entre Paris et Milan ne constitue qu'une opération provisoire si l'on veut redonner sa place à cette artère internationale.

Evoquer dans un tel contexte des discussions concernant d'autres lignes Paris-Berne ou Paris-Zurich signifie en clair: on a déjà donné à Lausanne, il vous faut désormais attendre, quelles que soient les conséquences de cette demi-mesure pour la ligne du Simplon.

L'OFFRE OU LA DEMANDE

Voulons-nous d'une politique passive de la Confédération, dictée exclusivement par les disponibilités matérielles des pays voisins, ou voulons-nous, sur la base d'un plan précis comportant des priorités discutées entre partenaires cantonaux, proposer voire lancer un programme qui amènerait notre pays et ses chemins de fer à offrir plutôt qu'à quémander?

Par rapport à la situation actuelle, un tel projet aurait au moins pour avantage d'aider le Conseil fédéral à sortir d'une attitude de repli qui, parce qu'elle ne change pas, a de quoi inquiéter.

V. R.